



Anne-Marie Bertrand, Émilie Bettega, Catherine Clément, Thierry Ermakoff,
Christophe Evans, Cristina Ion, David-Georges Picard, Livia Rapatel et Valérie
Tesnière

Quel modèle de bibliothèque ?

Presses de l'enssib

Le « rôle social » des bibliothèques

Thierry Ermakoff

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.752
Éditeur : Presses de l'enssib
Lieu d'édition : Villeurbanne
Année d'édition : 2008
Date de mise en ligne : 4 avril 2017
Collection : Papiers
EAN électronique : 9782375460399



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

ERMAKOFF, Thierry. *Le « rôle social » des bibliothèques* In : *Quel modèle de bibliothèque ?* [en ligne].
Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2008 (généré le 18 octobre 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/752>>. ISBN : 9782375460399. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.752>.

Le texte seul est utilisable sous licence . Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés)
sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

+++++
LE « RÔLE SOCIAL » DES BIBLIOTHÈQUES
+++++

« Notre besoin de consolation est impossible à satisfaire » (Stig Dagerman)

« ... une fois constaté que les gens du peuple ont une fâcheuse tendance à épargner du temps et à se mêler du ciel des idées, des subtilités de l'art du gouvernement des États, [les nouveaux platoniciens] leur proposent une philosophie, une littérature, une culture pour le peuple, correspondant à sa situation, ses intérêts, ses capacités. Cela prend la forme du ciblage des publics déterminés, et, dans le ciblage, l'opposition d'une philosophie « pour la vie quotidienne » aux aridités académiques tient une bonne place... » (Jacques Rancière, Le Monde, 22 août 2008.)

LA BIBLIOTHÈQUE ENTRE LOISIR ET SAVOIR

+++++
Traiter du rôle social des bibliothèques est à la fois une évidence et une gageure risquée. Une évidence, parce que la bibliothèque, comme le rappelle l'Unesco, et plus nationalement feu le Conseil supérieur des bibliothèques (CSB), a pour vocation l'éducation, la formation, et l'accès à tous au savoir qu'elle contient ; une gageure risquée parce que finalement, depuis l'essor des bibliothèques françaises, et surtout depuis le lancinant débat sur le tassement des inscriptions, des prêts, ouvrant la voie à un déclasserement rapide des équipements, la question sociale a toujours été une préoccupation des bibliothécaires, municipaux d'abord, et maintenant universitaires : l'évaluation des services au public, la formation des usagers leur sont devenus aussi importants que la politique documentaire. Chaque bibliothécaire, soucieux de ses lecteurs et de la fréquentation de sa bibliothèque, tente, innove, tâtonne, s'inspire un jour du modèle anglais, faisant entrer force journaux et littérature populaires, blockbusters, variétés, et surpris de son audace, inquiet de la réaction des lecteurs « légitimes », tente le grand écart en offrant aussi, ou en lieu et place, des ouvrages scientifiques, philosophiques, censés amener le débat et la réflexion. Nous avons tous connu ces moments de doute, d'effroi, d'égarement, de schizophrénie : comment à la fois être reconnu par ses pairs, son autorité, et accueillir les suffrages du plus grand nombre ?

Faut-il accepter la loi du divertissement – après tout, une bibliothèque est aussi un lieu de détente –, ou assumer une fonction éducative, résister, comme le disait Lise Bissonnette lors de la journée d'études de l'ADBGV en 2008 ? Aucune des deux positions n'est confortable : l'une parce que nous sentons s'effriter les dernières légitimités « culturelles », scientifiques, de la profession, l'autre parce qu'elle peut aboutir à une mentalité de forteresse assiégée.

Ce balancement se lit dans cette contribution : ni tout à fait du côté du loisir, ni du côté de la pédagogie. Une conviction pourtant habite son auteur : c'est que, quelle que soit la voie choisie, la bibliothèque ne sortirait pas grandie si elle abandonnait cet idéal de formation des individus, seule voie possible pour leur émancipation toujours à venir. C'est, bien sûr, ce qui nous sépare de la conclusion du rapport de Bruno Maresca¹. Et c'est sans doute un peu l'idéal des Lumières.

L'IRRUPTION DU PUBLIC

L'identité – le modèle, si modèle il y a – des bibliothèques françaises s'est bâtie à partir de couches sédimentaires historiques qu'il convient (à peine) de rappeler : l'irruption du libre accès, l'appropriation (la cogestion) de la politique de lecture publique, la relégation de l'éducation populaire après la création du Ministère Malraux des affaires culturelles.

Il faut bien reconnaître qu'au bon vieux temps, tout semblait simple : la bibliothèque était réservée à ceux qui en connaissaient les usages : heures d'entrouverture aléatoires, collections à peu près inaccessibles, catalogues incompréhensibles, et, si possible, pas à jour ; quant au confort, n'en parlons pas : il semble que l'invention du chauffage central ait été une belle innovation, dans les années 1950. Eugène Morel avait eu beau s'agiter, il ne faisait plus peur à grand monde, et, ma foi, on était entre soi : les bibliothèques n'avaient pas de mission sociale particulière à remplir.

L'irruption du libre accès, l'élaboration d'une politique de la lecture publique, menée avec certains professionnels et des fonctionnaires de la DBLP (Direction des bibliothèques et de la lecture publique), puis les lois de

1. Maresca Bruno, Evans Christophe, Gaudet Françoise. *Les bibliothèques municipales en France après le tournant Internet : attractivité, fréquentation et devenir*. Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2007.

décentralisation de 1982, le renouvellement des agents, de leur formation ont, tout à la fois, contraint, poussé, aidé aussi les bibliothécaires à construire localement des politiques de lecture qui se sont, dans un premier temps, limitées à la politique de construction ; comme si la bataille (budgétaire) était définitivement gagnée. À leur décharge, il faut tout de même préciser que cette politique de lecture a été peu amplifiée par le pouvoir politique. Georges Pompidou a certes affirmé qu'en la matière « tout restait à faire », Pierre Vandevoorde² soulignait, en janvier 1981, « c'est maintenant ou jamais, à deux décennies de la fin du siècle, qu'une politique soutenue des bibliothèques doit être menée à tous les niveaux de responsabilité », les budgets ont eu une fâcheuse tendance à baisser. L'arrivée de Jack Lang au ministère de la Culture a été emblématique à double titre, avec le doublement du budget du ministère, dont a bénéficié la Direction du livre (et de la lecture) et la nomination de Jean Gattégno à sa tête. Néanmoins, Jack Lang semblait davantage porter ce discours « en creux », comme allant de soi, étant plus soucieux, préoccupé par l'édition, la librairie et la création. Or, dans ce domaine, rien ne va de soi. C'est, de fait, Jean Gattégno qui véhiculait davantage le discours politique, et avec efficacité. Constatons que le dernier des ministres à avoir tenu un propos construit, dynamique, politique, sur le devenir des bibliothèques fut l'éphémère Jean-Jacques Aillagon.

L'arrivée – d'abord nombreuse – d'un public étonné devant une réelle diversité de documents (diversité de genres, éventuellement de supports, on pouvait – enfin – trouver des romans récents, des romans policiers, voire des bandes dessinées, que, tout à notre hardiesse moderniste, nous allions jusqu'à appeler BD – en quantité –, des documentaires et albums pour la jeunesse...), et surtout le succès des « sections » jeunesse, comme on disait alors, avant que ça ne devienne des « espaces » puis des « départements », ont pu occulter un moment un constat inquiétant, lancinant mais bien réel. Les classes sociales traditionnellement absentes des bibliothèques ont continué à l'être : les agriculteurs, les artisans, les ouvriers, dans une moindre mesure les employés ; le clergé, l'armée, la police (enfin, la police, on la verrait arriver, mais un peu plus tard). Rappelons qu'en 1973, 4 % d'agriculteurs, 3,5 % d'artisans commerçants et 7 % d'ouvriers sont inscrits dans une bibliothèque municipale. En 1989, ils seront 5 % d'agriculteurs, 5 % d'artisans commerçants, 11 % d'employés et 14 % d'ouvriers ; dit autrement, en 2005, 25 % d'agriculteurs et 64 % d'ouvriers qualifiés

2. Vandevoorde Pierre, *Les bibliothèques en France : rapport au premier ministre*, Dalloz, 1982.

et non qualifiés n'ont jamais fréquenté de bibliothèque municipale au cours de leur vie, contre 23 % d'employés et 14 % de cadres supérieurs³. Ce phénomène n'a pas manqué, malgré quelques tentatives ponctuelles, de s'amplifier : si les villes ont massivement et esthétiquement investi leurs bibliothèques, faisant appel à des architectes de renommée nationale ou internationale, si des annexes de quartier se sont agrandies, embellies, on a assisté d'abord à la désaffectation de ces équipements dits de proximité, et ensuite à la dégradation et à la destruction de certaines dans des quartiers dits sensibles. Enfin, les élus locaux, sans négliger leurs bibliothèques, celles « dignes » de ce nom, ont dicté des orientations contradictoires : la bibliothèque doit être le lieu de la mémoire communale, accueillir les poètes locaux pour le côté « création », les érudits de la même plume pour le côté « recherche », le lieu où doit pouvoir se faire l'aide aux devoirs, le portage à domicile, et surtout s'accomplir la paix sociale. Au fond, la question des collections, à part le cas de quelques trublions identifiés, ne les intéresse pas.

C'est enfoncer de larges portes ouvertes que d'écrire que la bibliothèque publique française cherche son modèle : elle n'est plus patrimoniale, la politique du bâti n'a donc pas pu masquer un effet de seuil vite atteint. Les tentatives d'animation culturelle (barbarisme bien laid), pourtant propre au « modèle français » (par rapport au modèle nordique ou anglo-saxon) se sont avérées – Bernadette Seibel l'a fort bien montré depuis longtemps⁴ –, ne profiter qu'à un public déjà fréquentant, ce que découvrent aujourd'hui les musées sommés de pratiquer de temps à autre une gratuité de leurs entrées.

Pour autant, est-ce à dire que tout a été fait, tenté, prouvé ? Les bibliothèques sont-elles condamnées éternellement à organiser, au gré des personnels volontaires, des raconte-tapis au pied d'immeubles passablement défraîchis dans un environnement parfois bien vieilli ? Sont-elles vouées aux enfers des ateliers d'écriture tout pleins de bons sentiments, où les adolescents sont invités à s'exprimer, à se lâcher, à écrire, sans retenue : « une femme, c'est comme une cigarette, ça se fume, et ça se jette » (*atelier d'écritures, en ZUP*) ?

3. Maresca Bruno, Evans Christophe, Gaudet Françoise, *Les bibliothèques municipales en France après le tournant Internet*, op. cit.

4. Seibel Bernadette, *Bibliothèques municipales et animations*, Dalloz, 1983.

LE RETOUR DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

La séparation de l'éducation populaire du ministère de la Culture, avec tout le discours sur la place de l'art, de l'artiste et du professionnel, n'a pas pu ne pas avoir d'incidences sur l'idée même de bibliothèque. Or, depuis des années, l'éducation populaire, sous la nouvelle appellation de « pratiques amateurs », redevient une orientation nationale audible, grâce, comme le rappelle Guy Saez⁵, à la permanence de structures qui sont restées, comme le feu sous la braise, au ministère de la Culture : la Direction du développement culturel (DDC), devenue Direction du développement et de la formation (DDF), puis Direction du développement et de l'aménagement du territoire (DDAT), et à l'explosion de pratiques culturelles personnelles : musique et chant choral, bien sûr, mais aussi patrimoine (bâti et écrit). Ce n'est donc plus un gros mot que d'évoquer l'éducation populaire, qui, aujourd'hui, n'est plus limitée aux activités socioculturelles des Maisons des jeunes et de la culture (MJC) et des Foyers de jeunes travailleurs (FJT), mais élargie à l'accompagnement artistique de ces pratiques. On doit à ces conjonctions le réel succès du programme des Espaces Culture Multimédia (ECM), qui prévoyait, outre un accueil large de publics, une intervention de créateurs, et dont certaines bibliothèques ont pu utilement bénéficier.

Reste que la question de ce qu'il est convenu d'appeler l'élargissement des publics, comme on élargit les détenus, est cantonnée, limitée à des domaines précis, souvent impulsés par des politiques interministérielles : la desserte des bibliothèques des maisons d'arrêt et centres de détention, d'hôpitaux, de crèches, quelquefois des maisons de retraite, bref, des publics dits empêchés (de sortir).

QUEL RÔLE SOCIAL ?

Le retour du social peut être abordé, sans être évacué, sous au moins trois aspects circonvoisins : les collections, encore et toujours, les tarifs et le développement culturel. Tout ceci sera loin d'épuiser le débat ; il faudrait aborder le sujet (qui fut) épineux des heures d'ouverture et de

5. Saez Guy, Politiques culturelles et éducation populaire, *L'observatoire*, n° 33, mai 2008.

l'ouverture le dimanche⁶, de la taille des bâtiments, du renouvellement des collections, de l'accueil du public, de la participation des usagers, de l'utilisation de l'Internet... vastes programmes auxquels on ne désespère pas de trouver, un jour, quelques réponses et des solutions.

Les collections : l'offre et la demande

« *C'est l'éternelle question de l'offre et de la demande : comment des personnes peuvent demander ce qu'elles ne connaissent pas ?* » (Culture en prison, où en est-on ? 25 et 26 avril 2005)

La sempiternelle ritournelle de l'offre et de la demande en bibliothèque continue à nourrir de beaux sujets de controverse. Toutes ces années à scruter l'horizon de la petite édition, à s'user les yeux sur les catalogues d'éditeurs improbables, est-ce bien raisonnable ? Offrons donc au public ce qu'il demande, n'ayez plus peur, lâchez-vous donc enfin. Entrez à votre tour dans la guerre des prix (littéraires), participez à la course des présidentiabiles, de l'Euro 2008 : et le public accourra ; voire, car, dans ce domaine, la grande distribution sait faire mieux que nous. Il suffit, pour s'en convaincre, de fréquenter quelques espaces dits culturels et autres Maisons de presse, lieux d'une certaine misère symbolique. Et par ailleurs l'économie du livre est une économie du risque, rien n'est jamais joué d'avance ; il ne s'agit pas d'acheter de la lessive, par un (ou deux) barils. Nous savons tous très bien que, si 38 % des Français préfèrent écouter des variétés et 0,4 % de la musique contemporaine, tout cela ne fait pas une politique d'acquisition, pas plus que les 20 % qui déclarent regarder des films comiques, à l'opposé des 0,1 % qui prétendent (courageusement) regarder des films érotiques⁷.

Une position plus sérieuse est sans doute l'affirmation d'une politique de l'offre : éducative, de formation, d'information. Les bibliothécaires ne sont certes pas armés pour affronter les dures réalités des collections proposées par Technip, Eyrolles et autres Elsevier. Vieilles lunes, et pourtant, il s'agit bien de répondre, à tout moment d'une vie professionnelle ou personnelle, à une nécessité de documentation, de loisir d'une haute exigence.

6. Perrin Georges, *Améliorer l'accueil dans les bibliothèques*, Inspection générale des bibliothèques, avril 2008.

7. Maresca Bruno, Evans Christophe, Gaudet Françoise, *Les bibliothèques municipales en France après le tournant Internet*, op. cit.

Tarification et gratuité

 La question de la gratuité (et des tarifs) a été longuement objet de débats, sur lesquels il n'y a pas lieu de revenir ici ; on se reportera utilement à l'ouvrage dirigé par François Rouet⁸. Le refoulement de la gratuité dans les limbes de l'histoire tient, selon Anne-Marie Bertrand, au télescopage avec la querelle du droit de prêt ; l'affirmation d'une politique de l'offre ne ramène plus la bibliothèque au rang de prestataire de service de l'édition. La question de la gratuité (qui n'a, semble-t-il, jamais fait l'objet d'une évaluation nationale) pourrait alors ressurgir dans toute sa sérénité : utile, symbolique, nécessaire ?

L'action culturelle

 « *Recherche textes courts sur les bibliothèques pour lecture à voix haute* » (Biblio.fr)

« *Comment rémunérer un écrivain qui n'est pas à l'AGESSA ni dans une association ?* » (Biblio.fr)

En matière d'action culturelle, on ne peut déceimment passer sous silence la prolifération des ateliers d'écriture, qui ont succédé aux ateliers-poterie et macramé des années 1970 finissantes. Ces ateliers d'écriture sont un des sept fléaux des bibliothèques (avec la régie directe, le catalogage, le filmoluxage, le lecteur de 17 heures 55, la machine à rambourder et le Ranganathan). Après s'être autoproclamés conteurs, il nous a bien fallu nous rendre compte que la polyvalence a ses limites. Et faire appel à ces fameux gentils animateurs, résurgence d'une éducation populaire qui tournait vite au populisme.

Aux ateliers d'écriture, il m'a toujours semblé préférable les ateliers de lecture. Mais, et là encore, paradoxe, pour autant, faut-il se désintéresser de la lutte contre l'illettrisme, que ce type d'activité est censé secourir ? Il est tout de même étrange que l'étude que Marie-Christine Bordeaux et son équipe ont menée ait conduit à montrer que les musées sont les établissements culturels les plus efficaces pour recoudre ce tissu social. Entre l'Éducation nationale, d'un côté, et la Direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'autre, il y a place pour la bibliothèque. Car, le langage, comme nous le rappelle Leslie Kaplan, c'est le lien social : « *Ce qui, dans le monde non totalitaire, prépare*

8. Rouet François, *Les tarifs de la culture*, La Documentation française, 2002.

les hommes à la domination totalitaire, [écrit Hannah Arendt] c'est le fait que la désolation, qui constituait jadis une expérience limite, subie dans certaines conditions sociales marginales, telles que la vieillesse, est devenue l'expérience quotidienne de masses toujours croissante de notre siècle. La désolation, c'est l'accablement devant la lourdeur du monde, [...] le sentiment d'avoir été abandonné, petit et abandonné, sentiment tellement fort qu'il peut engendrer la perte des repères, la perte de l'identité [...]. Or, ce qu'il faut remarquer : chaque fois que le lien social est attaqué, c'est le lien avec le langage qui est aussi attaqué. Dans la désolation, ce qui est atteint, c'est aussi le langage... »⁹

Il ne faut donc pas jouer avec les mots, se payer de mots, se payer de peu : seul l'écrivain peut, par sa littérature, son œuvre, sa présence « s'annoncer comme le pouvoir qui affranchit, la force qui écarte l'oppression du monde »¹⁰.

Mais que pousse donc les jeunes lecteurs que Véronique Le Goaziou a interrogés¹¹, pourtant en « délicatesse » avec la lecture, vers ces lieux chargés, saturés d'écrits que sont les bibliothèques ? Ils y viennent en bande, respectent plus ou moins les règles, et savent que c'est un des derniers lieux publics où leur discrétion va de pair avec celle des bibliothécaires.

Mais que pousse les vieux, seuls, à hanter les bibliothèques de Richard Hoggart, dans les années 1950 : « Nombreux sont ceux qui font régulièrement un tour à la bibliothèque du quartier, parce qu'on y trouve des sièges et un peu de chaleur... Mais les salles de lecture des bibliothèques publiques n'ont pas la même saveur douce amère des rivières polluées qui serpentent dans les quartiers ouvriers. Il y règne une odeur persistante de formol et l'atmosphère n'est pas si éloignée de celle d'un asile de chômeurs. Les journaux sont disposés autour de la table, soigneusement attachés pour éviter « la fauche ». Les pages sportives sont, pour la même raison, collées sur un registre spécial [...] l'atmosphère de ces bibliothèques est si déprimante qu'on est presque tenté de voir dans l'écriteau proclamant que **LES CONVERSATIONS NE DOIVENT PAS DÉPASSER LE NIVEAU DU CHUCHOTEMENT un exemple de bonté administrative ou une complicité souriante avec ceux des habitués qui parlent tout seuls.** »¹²

9. Kaplan Leslie, *Les outils*, P.O.L., 2003.

10. *Ibid.*

11. Le Goaziou Véronique, *Pratiques lectorales et rapport à la lecture des jeunes en voie de marginalisation*, ANCLI, 2005.

12. Hoggart Richard, *La culture du pauvre*, Minuit, 1970.

Il nous revient de répondre à cette double question, parce qu'ils les détruisent, ou les emplissent de leur présence, les visiteurs des bibliothèques ont à leur égard les mêmes attentes que les lecteurs assidus.

En guise de conclusion provisoire, tentons un détour par l'école. Éric Maurin¹³ démontre que l'élévation générale du niveau scolaire, porté depuis des décennies (approximativement depuis les années 1950) par les systèmes éducatifs des principaux pays industrialisés (USA, Grande-Bretagne, pays scandinaves, France), par la généralisation du collège unique et/ou la suppression de la sélection à l'entrée de la sixième (ou son équivalent), a eu pour conséquence, pour les populations concernées, une hausse des revenus, de meilleures armes contre les chocs économiques (chômage, mobilité...), une baisse de la criminalité et une meilleure protection sanitaire de la petite enfance (baisse du nombre de prématurés). Bref, que le destin social des générations d'enfants de paysans et d'ouvriers nés immédiatement après guerre n'a rien de comparable avec celui de leurs aînés. Ces efforts de formation collectifs qui ont des résultats tangibles, mesurés, sur les conditions de vie doivent être accompagnés par les bibliothèques ; et cette étude, sur le long terme, pourrait être pour nous une voie de recherche possible. Pour paraphraser Éric Maurin : vers une nouvelle question des bibliothèques ?

13. Maurin Éric, *La nouvelle question scolaire*, Éditions du Seuil, 2007.